IV. Consolidation de la paix et bonne gouvernance

Malgré les progrès significatifs enregistrés à travers le continent dans ce secteur crucial, certains pays restent toujours confrontés à des problèmes d'instabilité. Avec le soutien de la communauté internationale, les pays africains se sont engagés à consolider la paix et promouvoir la bonne gouvernance. À cet égard, l'Union africaine et les REC jouent un rôle accru pour sauvegarder et renforcer la stabilité régionale et continentale :
Ferme rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement
Prise de mesures en faveur de la mise en place opérationnelle de la Force africaine d'intervention, du Système continental d'alerte rapide et du Groupe des Sages.

Le PAY souligne que la consolidation de la paix englobe différentes phases et une diversité d'actions nécessitant un soutien sans faille et continu afin de les rendre irréversibles. Il souligne également l'importance du renforcement de la coordination ainsi que du partage des bonnes pratiques entre les acteurs internes et externes participant à des activités pour le rétablissement de la paix.
Des exemples de ces efforts menés par les partenaires de la TICAD figurent dans cette section.

État de l'aide japonaise - Avril 2008 - Mars 2010 (provisoire)

Montant total des projets financés par le Japon en matière de consolidation de la paix et de promotion de la bonne gouvernance (Avril 2008-mars 2010)

(100 million de yens)

	Prévention des conflits	Aide humanitaire et à la reconstruction	Restauration et maintien de la sécurité	Promotion de la bonne gouvernance
Dons et coop. technique	1,0	885,0	63,2	16,5
Hors APD	-	-	20,5	-

*Les données détaillées sont consultables sur le site Internet suivant: http ://www.mofa.go.jp/region/africa/ticad/ticadfollow-up/report/index.html

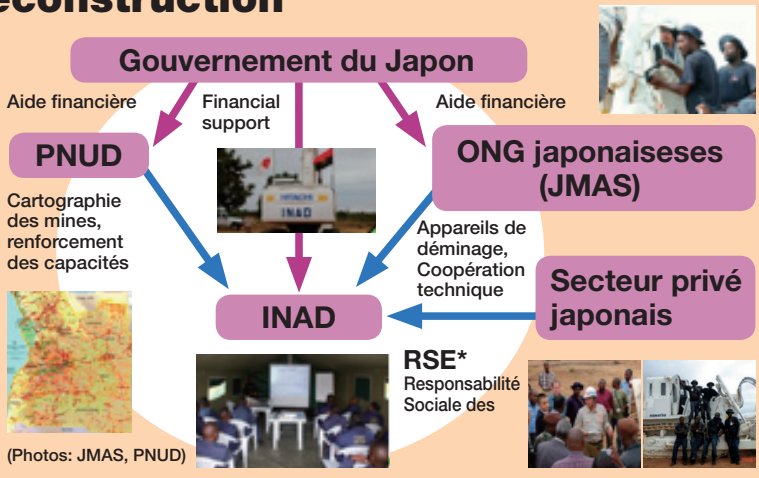
Prévention des conflits

Le gouvernement du Japon a fourni une aide financière au Groupe des sages de l'UA, une composante de l'Architecture africaine de paix et de sécurité, qui aborde les conflits liés aux élections. Il appuie également le renforcement des capacités du Secrétariat de ce Groupe, qui se penche sur la problématique de l'impunité, la justice et la réconciliation nationale.
Les aides dans les domaines « Aide humanitaire et à la reconstruction » et « Restauration et maintien de la sécurité » contribuent également à apporter les « Dividendes de la paix » au niveau des populations et à prévenir tout futur conflit.
Dans les enceintes internationales, le Japon est un membre prééminent de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies et un participant actif aux groupes internationaux de contact sur la Somalie, la Guinée et Madagascar.

Aide humanitaire et à la reconstruction

●Partenariat valorisé pour la réintégration à Juba (Soudan)

Le Japon a apporté un appui à la formation professionnelle dispensée dans le centre de formation polyvalent (MTC) et aux installations de formation des enseignants de Juba afin d'accélérer le processus de réintégration, y compris celui des ex-combattants. Une excellente collaboration existe entre la JICA et des organismes tels que l'UNHCR, le PAM, l'OIT, la BM, l'UNIDO, la GTZ et les ONG japonaises. Le Japon joue également un rôle prééminent dans l'appui au processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) mis en œuvre par le PNUD. Il cherche à mettre en

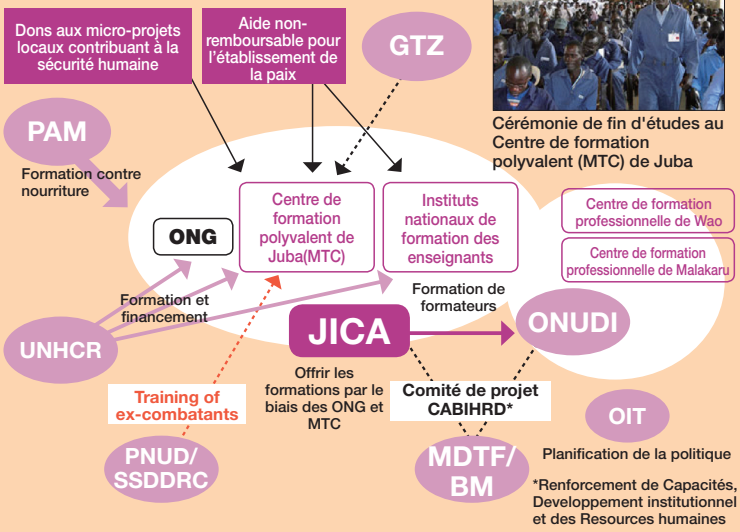


(Photos: JMAS, PNUD)

place une synergie entre les organisations gouvernementales, internationales et non gouvernementales, combinant des approches bilatérales et multilatérales dans les efforts entrepris afin de faciliter la période de transition et de reconstruction.

(Photo:JICA)

Cérémonie de fin d'études au Centre de formation polyvalent (MTC) de Juba



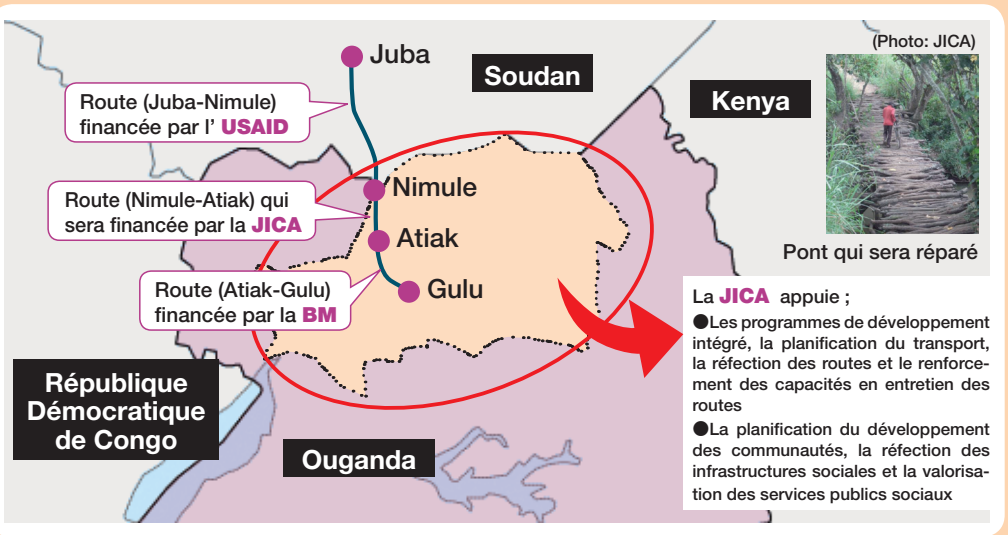
●Collaboration des secteurs public et privé au déminage en Angola

Le Japan Mine Action Service (JMAS), une ONG japonaise, conduit des projets de déminage et de reconstruction des communautés en Angola en collaboration avec de grandes entreprises japonaises comme Komatsu, Toyota Tsusho et Sumitomo Corporation. Le Japon a également, par le biais du PNUD, contribué à la cartographie des mines et au renforcement des capacités du personnel de l'Institut national de déminage en Angola (INAD).

En partie sur fonds propres et fonds de contrepartie de l'APD japonaise, l'INAD a acquis douze engins de déminage auprès de Hitachi qui assure également une formation professionnelle.

●Collaboration aux programmes de reconstruction dans le Nord de l'Ouganda

Afin de faciliter le retour des IDP et leur réintégration sociale dans quatre Districts du Nord de l'Ouganda, la JICA, avec une collaboration de l'USAID et la Banque Mondiale, procède à la reconstruction des infrastructures sociales, dont la route transfrontalière à grand trafic entre Juba et Gulu.



●Création d'emplois et de moyens de subsistance dans le secteur agricole au Libéria

Le projet du PNUD, financé par le Japon à la suite du conflit au Libéria vise à reconstruire les petites exploitations agricoles familiales en fournissant une formation aux techniques de production de semences NERICA. La FAO reçoit également un financement du Fonds fiduciaire des Nations Unies pour la sécurité humaine afin de fournir soixante tonnes de semences certifiées de 12 variétés "*upland*" et "*lowland*". L'OIT, sur un financement de la BAD, apporte son soutien à la construction de routes de desserte dans le cadre de travaux publics communautaires.

(Photo: Centre du riz pour l'Afrique)

(Photo: PAM)

●Réfection du Port de Mogadishu en Somalie

Le PAM, sur un financement japonais, a procédé à la réfection du Port de Mogadishu pour en augmenter la capacité. Ce projet devrait contribuer non seulement à améliorer l'arrivée des produits humanitaires mais aussi à accroître les revenus du Gouvernement fédéral de transition (TFG) grâce aux tarifs portuaires et droits d'importation. Les autorités portuaires sont formées en vue d'améliorer l'efficacité opérationnelle du Port.

Rétablissement et maintien de la sécurité

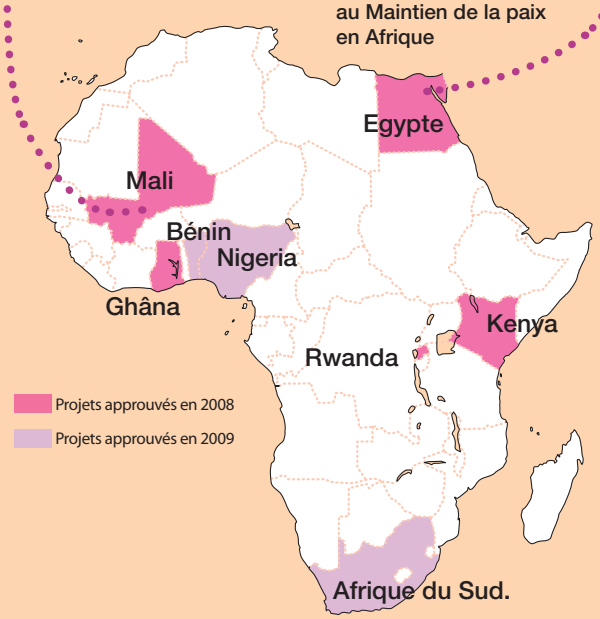
Valorisation des capacités de maintien de la paix en Afrique

En 2008, le Japon a apporté un appui à cinq centres de formation pour le maintien de la paix (Égypte, Ghana, Kenya, Mali et Rwanda). En 2009, il a étendu son soutien à trois centres supplémentaires (Bénin, Nigéria et Afrique du Sud) par le canal du PNUD avec un financement hors APD de 18,5 millions de dollars couvrant les coûts de formation, la construction ou la réfection des bâtiments et des installations. Treize membres des Forces japonaises d'autodéfense (JSDF) et experts civils ont été envoyés à titre d'instructeurs ou personnes-ressources en Égypte, au Ghana et au Mali. En mars 2010, le nombre de stagiaires ayant reçu des cours de formation financés par le Japon dépasse 670. Le Japon a l'intention de continuer son assistance en la matière pour l'année fiscale 2010.

(Photos : MOFA)

Construction d'un bâtiment administratif à l'École de Maintien de la Paix à Bamako au Mali de la

Instructeur des JSDF au Centre régional du Caire pour la Formation à la Résolution des Conflits et au Maintien de la paix en Afrique

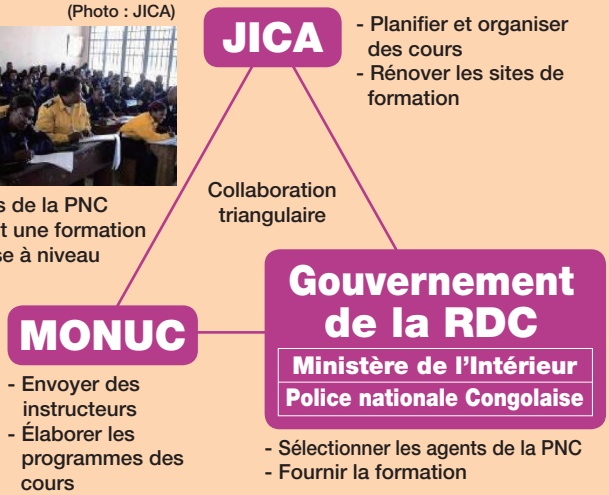


Formation de la Police nationale congolaise (PNC) en République démocratique du Congo

La JICA apporte une assistance technique aux programmes de formation de la PNC dans le cadre d'une collaboration triangulaire avec le gouvernement de la RDC et la MONUC. De 2004 à 2009, le nombre total d'agents de police ayant reçu une formation de mise à niveau dépasse 14 000.

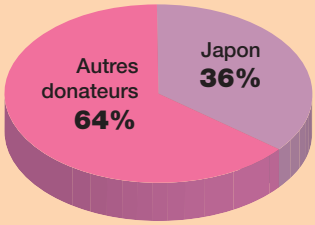
(Photo : JICA)

Agents de la PNC suivant une formation de mise à niveau



Appui aux institutions somaliennes de sécurité(SSI) et à la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM)

Le Japon apporte un appui au renforcement des capacités de la Force de police somalienne par le biais du PNUD. En 2009, la communauté internationale a convenu de la nécessité d'apporter un soutien accru à la Mission de l'UA en Somalie (AMISOM) et aux Institutions somaliennes de sécurité (SSI). Le Japon a dirigé les discussions au sein du groupe de contact et a décaissé 9 millions de dollars en 2009 en faveur du Fonds fiduciaire des Nations Unies en soutien à l'AMISOM et 10 millions de dollars au Fonds fiduciaire pour les SSI des Nations Unies en 2010.



Contribution du Japon à deux Fonds fiduciaires majeurs des Nations Unies en appui à l'AMISOM et aux SSI (base de décaissement) (Source: UN (en fin mars 2010)

Promotion de la bonne gouvernance

Valorisation du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP)

Le MAEP est l'un des piliers du NEPAD, et vingt-neuf pays ont aujourd'hui volontairement signé les protocoles d'accord prévoyant de participer au processus du MAEP. Une fois effectuée l'évaluation d'un pays, chaque pays élabore un Plan d'action national (PAN) qui sera examiné et validé par le Groupe du MAEP. Le PNUD et le Japon appuient conjointement un projet de deux ans destiné à soutenir la mise en œuvre du volet « Gouvernance des entreprises » au sein du PAN au Ghana.

Appui à des élections démocratiques

Le Japon, parfois en collaboration avec le PNUD, appuie la mise en place d'un processus électoral démocratique et transparent.

Bureau de vote lors de l'élection présidentielle en Zambie en 2008